

Résolution présentée par la délégation de la Grèce

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne Le déficit de formation des migrants

L'Assemblée Générale,

Alertée par les 272 millions de migrants à travers le monde,

Notant qu'une grande partie d'entre eux quitte leur pays pour des raisons économiques, et que nombre de ces derniers n'a pas eu accès à une formation professionnelle ; et que c'est également le cas pour une part des réfugiés politiques,

Préoccupée par le problème causé par le manque d'intégration de ces personnes sous-qualifiées dans la vie économique des pays d'accueil,

Considérant aussi l'insuffisance de main-d'œuvre qui limite la production dans 17% des entreprises industrielles de l'Union Européenne, causée par le manque d'ouvriers qualifiés,

Constatant également l'existence de camps de migrants dans les pays de transit,

Souhaitant suivre la direction des articles 69, 70 et 71 du pacte mondial sur les réfugiés de l'UNHCR, qui demandent aux pays d'accueil d'assurer aux jeunes migrants une éducation ainsi que la promotion des possibilités d'emploi pour l'ensemble des migrants,

Propose d'instaurer des formations obligatoires, pour toute personne âgée de quinze à quarante ans, et facultative au-delà, dans lesdits camps,

- que ces formations comprennent toutes sortes de travaux manuels (maçonnerie, artisanat, mécanique...) ou sociaux (aide à la personne), qui ne nécessitent que peu de temps d'apprentissage et qui correspondent aux besoins des pays d'accueil,

- que, cette résolution étant bénéfique à tous les États, chacun d'eux participe financièrement proportionnellement à son PIB par habitant.

Le texte français fait foi.